

PROTOCOLE D'ACCORD

ENTRE

LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE
(MAEP)

ET

L'ASSOCIATION JAPONAISE DES
COOPERATIVES DE PÊCHE AU THON
(JAPAN TUNA)

SUR LA CONDUITE D'UNE PÊCHE COMMERCIALE
AUX THONS DANS LA ZEE MALGACHE

(Ce protocole contient 21 pages y compris celle-ci)

Préambule :

Espérant la continuité à long terme des relations amicales entre Madagascar et le Japon dans le domaine de la pêche,

Considérant l'existence du protocole standard pour la conduite d'une pêche commerciale aux thons entre Madagascar et une société privée,

Tenant compte des deux documents (Annexe I : Accord supplémentaire acquis à l'occasion de la signature du Nouveau Protocole d'Accord régissant la Pêche au thon à la palangre entre L'Association Japonaise des Coopératives de Pêche au thon (la Japan Tuna) et le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de Madagascar (le MAEP) et Annexe II : Conditions Spécifiques Opérationnelles relatives au VMS pour les bateaux de pêche appartenant à l'Association Japonaise des Coopératives de Pêche au thon (la Japan Tuna) et opérant dans le cadre du Protocole d'Accord avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de Madagascar (le MAEP)) qui font partie intégrante du présent protocole,

Considérant les spécificités et les particularités des activités de pêche menées par les palangriers thoniers japonais,

Considérant les expériences acquises pour la mise en oeuvre du précédent protocole d'accord entre la partie japonaise et Madagascar,

le MAEP et la Japan Tuna se sont convenus sur les clauses suivantes:

Article 0 : Conditionnalité du Protocole

Pour chaque campagne de pêche, le présent Protocole est conditionné par le paiement d'une avance de 500 US\$ par navire. Cette avance est défalquée au prorata de la grille de redevances pour chaque navire au moment de la délivrance de la licence. En cas de non-exécution du Protocole selon les clauses de l'article 18, celui-ci (ie le Protocole) devient caduc et la somme versée n'est plus remboursable.

Cette avance sera payée auprès de la Banque Centrale de la République de Madagascar avec le libellé « Avance de redevance sur licence de pêche du (des) navire(s) (NOM DU NAVIRE) » au compte étranger n°021084872 FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, 33 Liberty Street, New York 100.45.

La copie de la quittance de paiement fera partie intégrante du Protocole.

Article Premier : Zone de Pêche

La zone de pêche dans laquelle s'applique ce Protocole d'Accord est la Zone Economique Exclusive (ZEE) au-delà de la bande de 12 miles nautiques à compter des lignes de base conformément à la réglementation malgache. La ligne de base tiendra compte des îles suivantes : Nosy Be, Nosy Lava sur la côte Ouest et Sainte Marie sur la côte Est.

Article 2 : Les Espèces Cibles

Seules les espèces de thons et les espèces assimilées sont autorisées pour chaque campagne de pêche couverte par le présent Protocole. Une liste de ces espèces assimilées susceptibles d'être capturées accidentellement par les palangriers japonais autorisés est annexée au présent Protocole (Appendice 1).

Toutes les espèces prohibées et défendues par les réglementations nationales ou internationales, capturées accidentellement, doivent être remises à l'eau dans les meilleures conditions possibles.

Article 3 : Bateaux et Techniques de Pêche

Pour la réalisation de la pêche, la Japan Tuna est autorisée à utiliser un total de 20 (vingt) navires de type palangrier.

Toutefois, à la demande de la Japan Tuna, le nombre de navires pourrait être augmenté à 40 (quarante) unités au total, après un accord officiel notifié par le MAEP.

La technique de pêche pouvant être utilisée à la capture est la palangre seulement.

Aucun engin de pêche autre que la palangre ne doit être présent à bord du navire. Les caractéristiques des navires, dûment certifiées par les autorités compétentes du Japon doivent être jointes à la demande de licences et à adresser au MAEP.

Tous les navires doivent être conformes aux dispositions réglementaires du Code Maritime.

Le Centre de Surveillance des Pêches peut inspecter à tout moment les navires suspectés en opération et pourrait prendre des mesures sévères.

Les navires doivent arborer les marques d'immatriculation et l'indicatif d'appel conformément aux normes internationales et à la réglementation Malagasy. Toutes les marques devraient être apposées sur les deux côtés du navire (bâbord et tribord). Les dimensions minimales de chaque lettre sont de 45cm de hauteur et de 6cm de largeur. Ces marques doivent être peintes en blanc sur fond noir ou en noir sur fond blanc. L'indicatif d'appel doit être écrit sur la partie latérale la plus visible du navire et aussi haut que possible.

Article 4 : Conditions d'exercices de la Pêche

- a) Utilisation de balise Inmarsat C (EC TRACK) ou Argos, avec envoi au Centre de Surveillance de Pêches une position par heure et 24 positions par jour selon les dispositions définies en Appendice 3.
- b) Sur demande du Ministère chargé de la Pêche et au cas où les circonstances le permettraient, chaque navire doit embarquer au moins un observateur à bord. Chaque navire doit prendre en charge les coûts et les diverses indemnités de l'observateur dont les conditions seront définies en Appendice 4.
- c) Pour le suivi des captures, un journal de bord (logbook) doit être institué.

Article 5 : Croquis et Caractéristiques des Engins de Pêche

Chaque armateur est tenu de déposer le croquis et les caractéristiques détaillés des engins de pêche au Centre de Surveillance des Pêches. En outre, il est requis de joindre dans la demande de licence les descriptions détaillées des engins de pêche qui seront utilisés par le navire.

Article 6 : Licence de Pêche

La pêche ne peut être effectuée que par les navires munis d'une licence de pêche délivrée par le Ministère chargé de la Pêche.

La licence de l'année en cours est délivrée suivant les mois correspondant aux redevances payées et la validité de celle-ci ne doit pas dépasser le 31 décembre de chaque année. Une autre licence est délivrée pour les mois de l'année suivante au prorata des redevances payées.

L'original de la licence doit être gardé par le consignataire de la Japan Tuna (Moritani et Co.,Ltd.) jusqu'au moment où ce dernier le transmettra à chaque bateau en temps approprié et dans un délai réduit possible.

A cet effet, une copie de la licence doit être au moins à bord.

La licence ne peut être délivrée qu'après présentation de la preuve de paiement des redevances et après virement effectif auprès de la Banque Centrale de Madagascar.

Article 7 : Remplacement d'un Navire

La licence n'est pas transférable automatiquement. En conséquence, le remplacement d'un navire par un autre ne peut se faire que sur autorisation du Ministère chargé de la Pêche, après analyse des caractéristiques du navire remplaçant.

Le cas échéant, le navire de remplacement pourrait être muni d'une copie de la licence délivrée par le Ministère chargé de la Pêche suivant les conditions stipulées dans le présent Protocole.

L'original de la licence doit être gardé par le consignataire de la Japan Tuna (Moritani et Co.,Ltd.) qui le transmettra, en conformité avec l'Article 6, à chaque navire en temps approprié et dans un délai réduit possible. A cet effet, une copie de la licence doit être au moins à bord.

Article 8 : Durée du Protocole

La durée du Protocole est de 36 (trente six) mois. Il prend effet à partir du 26 octobre 2008.

La demande de renouvellement doit être adressée au Ministère chargé de la Pêche 3 (trois) mois avant la fin de la période du présent Protocole.

Nonobstant le paragraphe premier, le Ministère chargé de la Pêche peut en tout temps suspendre le présent Protocole, si des indications de surexploitation de la ressource sont enregistrées ou démontrées sur le fondement de critères techniques. Néanmoins, les licences délivrées pour l'année en cours resteront valides jusqu'au 31 décembre, mais ne seront plus renouvelées.

Article 9 : Redevance

En terme du présent Protocole, la Japan Tuna versera à la République de Madagascar la totalité des redevances annuelles se rapportant à la grille des redevances portées en Appendice 5.

En sus des redevances sur l'obtention de la licence, chaque navire doit payer un droit d'entrée dans la Zone Economique Exclusive. Ce droit d'entrée est valable pour une seule campagne de pêche dont le montant est fixé à 1.000 (mille) US\$(dollars américains). Quel que soit le motif, ce droit d'entrée ne fera pas l'objet de remboursement. Ce droit d'entée doit être versé au compte étranger n°021084872 FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, 33 Liberty Street, New York 100.45 par moyen de transfert télégraphique

Article 10 : Mode de Paiement des Redevances

La redevance de pêche est payable d'avance uniquement en US\$(dollars américains) auprès de la Banque Centrale de Madagascar avec le libellé « redevance sur licence de pêche du navire <XX Maru> » au compte étranger n°021084872 FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, 33 Liberty Street, New York 100.45 par moyen de transfert télégraphique.

Article 11 : Rapports de Pêche

Pendant ses activités dans la ZEE malgache, le capitaine du navire est tenu de remplir une fiche de pêches suivant le modèle défini par la Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (CICTA) et/ou par la Commission Thonière de l'Océan Indien (CTOI). (Appendice 6)

Cette fiche de pêche sera remplie en deux (2) exemplaires et les copies, qui sont collectées par la Japan Tuna dans un délai de quinze (15) jours ouvrables après que le navire ait quitté la ZEE malgache, seront soumises au Ministère chargé de la Pêche par le consignataire (Moritani et Co.,Ltd.). Un exemplaire sera adressé à M. Le Directeur Général de la Pêche et des Ressources Halieutiques de Madagascar, B.P. :1699 Antananarivo, Madagascar. L'original sera envoyé par le navire à partir du port d'escale à l'adresse indiquée ci-dessus dans un délai de trente (30) jours après l'accomplissement de ladite navigation.

Le capitaine du navire doit transmettre au Centre de Surveillance des Pêches un résumé succinct de ses activités de pêches (zone de pêche, captures, efforts de pêche) une fois par semaine par facsimilé (N°261-20-22-49014) (Inmarsat : 00 873 762 060 796), e-mail ou tout autre moyen en conformité avec le format séparément fourni. Au cas où la transmission directe de la part du navire principal par facsimilé, e-mail ou tout autre moyen ne serait pas disponible, le consignataire (Moritani et Co., Ltd.) pourrait le soumettre à la partie concernée au lieu et à la place du navire principal.

En outre, le capitaine du navire établira également un rapport sur les autres bateaux qu'il a vus pêcher dans la ZEE malgache en indiquant notamment leur nom, pavillon (nationalité), type de bateau, indicatif d'appel, position et la date où il les a observés, et il doit envoyer ce rapport au Centre de Surveillance des Pêches par l'intermédiaire de la Japan Tuna ou son consignataire (Moritani et Co.,Ltd.).

Le Ministère chargé de la Pêche peut, le cas échéant, exiger à la Japan Tuna ou son consignataire (Moritani et Co.,Ltd.) d'autres renseignements supplémentaires. S'il n'y a pas de consentement préalable de la part de la Japan Tuna, le personnel chargé de la pêche ne doit pas divulguer les informations ainsi obtenues à une quelconque tierce partie.

Article 12 : Déclaration d'Entrée et de Sortie de la ZEE malgache

L'amateur ou le capitaine du navire doit signaler, au moins 24 (vingt-quatre) heures à l'avance, au Centre de Surveillance des Pêches son intention d'entrer ou de sortir à/de la ZEE en conformité avec le format séparément fourni par moyen de facsimilé (N°.261-20-22-49014) (Inmarsat :00 873 762 060 796). De même, le capitaine du navire doit envoyer une copie de la notification de l'entrée/sortie à la Japan Tuna et à son consignataire (Moritani et Co.,Ltd.) par facsimilé, e-mail ou tout autre moyen comme une mesure de précaution. En outre, l'amateur ou le capitaine du navire, lors de la notification de son intention de sortir de la zone, doit également notifier les quantités de captures (par espèce de poisson) effectuées pendant son séjour dans la zone de pêche malgache.

Article 13 : Embarquement des Observateurs et marins malgaches

Le Ministère chargé de la Pêche se réservera le droit d'embarquer un observateur et des marins malgaches à bord des navires de la Japan Tuna (Annexe I).

Article 14 : Inspection et Surveillance des Activités de Pêche en Haute Mer

La montée à bord et l'accomplissement des tâches de tout agent dûment mandaté par la République de Madagascar, chargé de l'inspection et de contrôle de surveillance des pêches, doivent être facilités.

Procédures des inspections officielles en haute mer:

a) Transmission de l'information

Afin d'empêcher tout problème inutile de communication qui peut avoir lieu, côté des autorités chargées du contrôle ou, côté du navire concerné, les autorités malgaches concernées doivent préalablement informer de son intention la Japan Tuna et son consignataire (Moritani et Co.,Ltd.). De même, les autorités malgaches concernées doivent tenir au courant la Japan Tuna et son consignataire du déroulement des procédures entamées, avant qu'elles tirent une conclusion finale basée sur l'inspection officielle.

b) Procédure de détermination de violation et des amendes

Au cas où une suspicion de violation serait observée conformément aux dispositions de la Loi des Pêches et à d'autres réglementations pertinentes en vigueur, la procédure sera comme suit :

- ✖ Au cas où une licence serait détenue à bord: le montant de l'amende sera fixé en conformité avec les dispositions légales (Articles 22 et 23 de l'Ordonnance 93-022), après que la constatation impartiale des faits aura été établie.

※ Au cas où une licence ne serait pas détenue à bord : le montant de l'amende sera fixé en conformité avec les dispositions légales (Article 21 de l'Ordonnance 93-022), après que la constatation impartiale des faits aura été établie.

※ Règlement judiciaire: Ceci ne pourrait s'appliquer que lorsque la procédure transactionnelle n'a pas été conclue.

c) Mainlevée du navire arraisonné:

Lorsqu'une des conditions suivantes est remplie, la détention du navire en question sera levée et son équipage sera autorisé à quitter le port.

- Immédiatement, dès l'accomplissement des obligations découlant de la procédure transactionnelle sur présentation du récépissé du règlement des amendes.
- Immédiatement, dès la présentation du certificat de dépôt d'une caution bancaire destinée à garantir le paiement des amendes, confiscation et frais encourus en attendant l'accomplissement de procédure judiciaire, sur présentation d'une attestation de dépôt de caution.

Article 15 : Suivi satellitaire (VMS)

En application de l'arrêté 1613/2002 du 31 juillet 2002 (Appendice 7) en particulier en son article premier portant adoption d'un système de suivi satellitaire à bord de tout navire opérant dans le secteur de la pêche, chacun des navires énumérés à l'article 3 doit être équipé d'une balise satellite de positionnement Inmarsat C ou Argos.

A cet effet, chaque navire doit transmettre sa position au Centre de Surveillance des Pêches au moins une position par heure et 24 positions par jour.

Des conditions spécifiques opérationnelles relatives au VMS pour les bateaux de pêche de la Japan Tuna et opérant dans le cadre de l'Accord avec le Gouvernement de Madagascar sont annexées au présent Protocole (Annexe II).

Article 16 : Prévention

Le capitaine du bateau prendra toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir la pollution ou toute autre action portant préjudice à la nature de l'océan et des ressources biologiques marines.

Article 17 : Règlement des Différends

En vue des relations amicales à long terme entre les deux pays, tout différend résultant de l'application du présent Protocole sera réglé à l'amiable.

Si le règlement à l'amiable s'avère impossible, le litige sera soumis à l'examen d'un arbitrage dont la composition sera arrêtée par les deux parties.

Article 18 : Dénonciation ou Renonciation

L'une des deux parties peut renoncer au Protocole si ce dernier est déjà exécuté, en informant l'autre au moins trois (3) mois avant la date à laquelle elle pense rendre effective sa renonciation. Pendant ce temps, les deux parties régleront entre elles tout problème en suspens.



Article 19 : Langue utilisée pour le présent Protocole

Le présent Protocole est élaboré en version française. La Japan Tuna peut traduire en d'autres langues. Toutefois seule la version française est signée par les deux parties et est valable en cas de litige ou de discussion.

Article 20 : Adresses pour les Correspondances

Pour leurs correspondances, les deux parties utiliseront toutes les formes de communication comprenant notamment l'envoi postal, le courrier express par avion, le télégramme, le télex, le facsimilé, aux adresses suivantes:

Pour la République de Madagascar:

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

BP: 1699 Antananarivo

Tél: 261-2022-40650

Fax: 261-2022-40900 ou 49014

Pour la Japan Tuna

Association Japonaise des Coopératives de la Pêche Thonière

2-31-1, Eitai, Kouto-ku, Tokyo, Japon

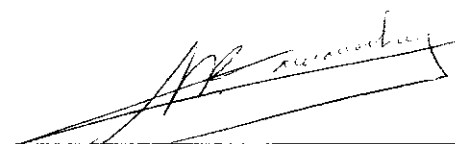
Tél: +81-3-5646-2382

Fax: +81-3-5646-2652

Fait à Tokyo, le 3 octobre 2008



M. ISHIKAWA Masahiro
Président de la Japan Tuna



M. RAMANOELINA Panja Armand R.
Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage
et de la Pêche

**Appendice 1: Liste des espèces de poissons susceptibles
d'être capturées d'une manière accidentelle**

Japonais	Français	Anglais	Latin
Binchou ビンチョウ	Germon	Albacore	Thunnus alalunga
Mekajiki メカジキ	Espadon	Swordfish	Xiphias gladius
Kurokawakajiki クロカワカジキ	Makaire blue	Blue marlin	Makaira mazara
Shirokawakajiki シロカワカジキ	Makaire noir	Black marlin	Istiomax indicus
Makajiki マカジキ	Makaire blanc	Striped marlin	Makaira audax
Bashoukajiki バショウカジキ	Voilier, Marlin	Sailfish	Istiophorus platypterus
Furaikajiki フウライカジキ	Marlin blanc	Shortbill spearfish	Tetrapturus angustirostris
Sawara サワラ	Maquereau espagnol	Spanish mackerel	Scomberomorus japonicus
Etiopia エチオピア		Angelfish, Pomfret	Lepidotus brama
Aburamutsu アブラムツ		Oilfish smoothskin	
Baramutsu バラムツ		Oilfish roughskin	Ruvettus pretiosus
Gasutoro ガストロ		Gastro	
Mandai マンダイ	Opah	Moonfish	Lampris regius
Shiira シイラ	Coryphène	Dolphinfish	Coryphaena hippurus
Sokomoro ソコモロ			
Sonota その他	D'autres espèces de poissons	Other fish	

N.B :

1. Toute détention de ces espèces à bord sera tolérée à condition qu'elles ne soient pas débarquées sur le territoire malgache ; même si, au moment d'une inspection en mer, quelques-unes de ces espèces sont trouvées à bord du navire inspecté, leur abandon ne sera pas exigé et le capitaine ni les membres d'équipage ne feront l'objet d'aucune sanction.
2. Pour les captures accidentelles de requins en particulier, à l'exception des espèces citées dans le CITES, les deux parties s'engagent à respecter les résolutions actuelles et futures de la CTOI (cf. résolutions 05/05 de la CTOI).

Appendice 2: FORMULAIRE DE DEMANDE DE LICENCE¹

1. Nouvelle demande ☐ ou renouvellement ☐²
2. Numéro de la licence de pêche en cas de renouvellement, licence jointe) :
3. Nom du navire :
4. Nationalité :
5. Pavillon antérieur :
6. Pavillon du Navire :
7. Durée de validité : du ____/____/____ au ____/____/____
8. Année de construction : A
9. Nom de l'armateur :
10. Adresse de l'armateur :
11. Nom et adresse de l'affréteur, si différent des points 4 et 5 :
12. Nom et adresse du représentant officiel à Madagascar :
13. Nom du Capitaine du navire :
14. Type du navire :

Senneur : ☐

Palangrier : ☐

Chalutier d'eaux profondes : ☐

Autres à préciser :
15. Numéro d'immatriculation :
16. Identification extérieure du navire :/.....

¹ Toutes les informations demandées sont obligatoires. Une omission peut entraîner la non délivrance de licence.

² Cocher la case correspondante

17. Port et pays d'enregistrement :
18. Indicatif d'appel radio et fréquence :
19. Longueur Hors Tout du navire :mètres
20. Largeur Hors Tout du navire :mètres
21. Tonnage Jauge Brut (TJB) :
22. Tonnage Jauge Net (TJN) :
23. Puissance du moteur principal :CV
24. Marque du moteur principal :
25. Capacité de congélation :tonnes par jour
26. Nombre de cales de stockage :
27. Capacités respectives des cales :
- Cale 1 :m³
- Cale 2 :m³
- Cale 3 :m³
- Cale 4 :m³
- Cale 5 :m³
- Cale 6 :m³
- Total :m³
28. Autres équipements de communication :
- Téléphone :
- Fax :
- Télex :
- E-mail :
29. Equipement d'aide à la pêche :
30. Effectif de l'équipage par nationalité :
-
31. Moyens de détection et de communication :
- Radio HF :
- Radio VHF :
- SATELLITE :
- INMARSAT A :
- INMARSAT B :

INMARSAT C :

RADAR :

SONAR :

SONDEUR :

NET SONDE :

TRACEUR DE ROUTE :

PILOTE AUTOMATIQUE :

AUTRES :

32. Type de balise :

ARGOS : ☐

Identification :

INMARSAT C : ☐

Identification :

DNID :

Numéro de membre :

AUTRES A PRECISER :

.....

.....

Je soussigné,.....,certifie l'exactitude des
renseignements donnés ci-dessus et m'engage à les respecter.

.....
(cachet et signature de l'amateur)

.....
(Date)



APPENDICE 3

Conditions particulières pour la transmission de données VMS appliquées à tous les navires en activités dans la ZEE Malagasy

le port d'une balise Inmarsat-C (Mini C) ou Argos est obligatoire pour tout navire en activité dans les zones de pêche malgache. Les conditions suivantes sont réglementaires :

1) Format de données à transmettre par chaque navire :

Dans le but de standardiser les messages reçus par le Centre de surveillance des Pêches, les données doivent contenir les informations suivantes :

Identification du navire / Date et heure (émission) / Latitude / Longitude / Vitesse / Cap
--

2) Périodicité des transmissions :

Le Centre de Surveillance des Pêches exige la transmission d'au moins 24 positions par jour (1 pos./hr) par navire. Le Centre peut interroger au besoin les navires. Dans ce cas, il assume les coûts supplémentaires liés à cette interrogation.

3) Réglementation en cas de non-transmission :

Lorsque le CSP constate qu'un navire ne transmet plus de données sur la base de 1 pos/hr, il procède à un contrôle par interrogation et une vérification du fonctionnement normal du service Via Space/France Telecom.

A la suite de cette vérification préalable par le Centre de Surveillance des Pêches, l'armateur responsable en sera immédiatement informé par téléphone (e-mail ou fax).

a) Problème de transmission de données :

Le CSP et l'armateur feront le nécessaire pour le rétablissement de la situation dans les 24 heures qui suivent la fin de la dernière position. Durant ce temps, le navire en question soit directement, soit par l'intermédiaire de l'armateur, envoie les messages par radio BLU (8754 USB) ou par fax (261 20 22 490 14) (873 600 147 221) avec intervalle de 04 heures durant 48 heures. Ces messages doivent contenir le nom, la position, la direction, et la vitesse du navire.

b) Panne de la balise :

En cas de défaillance ou panne confirmée par l'agence Inmarsat ou par l'agence Argos de la balise de plus de 48 heures, l'armateur informe par courrier (fax) le CSP. Un délai de 05 jours sera accordé à l'armateur pour rétablir la situation à partir de la date de la première notification.

Après ce délai total de 7 jours, le navire quitte la zone de pêche pour retourner à son port d'attache pour la réparation et/ou le changement de sa balise.

En l'absence de solution, le navire sera considéré en infraction conformément aux textes réglementaires.

4) Confidentialité des données :

Seul le CSP a l'accès à toutes les données ; de ce fait, les données de surveillance enregistrées dans la base de données seront exclusivement destinées au contrôle et surveillance. Ces données ne pourront en aucun cas être communiquées à d'autres parties.

APPENDICE 4: EMBARQUEMENT DES OBSERVATEURS

Les navires cités à l'article 2 du protocole d'accord autorisés à pêcher, prennent à bord un observateur du Centre de Surveillance des Pêches muni d'une carte professionnelle et d'un livret maritime. Le temps de présence de l'observateur à bord est fixé par le Centre de Surveillance des Pêches, sans que pour autant il ne dépasse, en règle générale, les délais nécessaires pour effectuer ses tâches.

A bord, l'observateur :

1. Observe, enregistre et rapporte les activités de pêche des navires ;
2. Vérifie la position des navires engagés dans des opérations de pêche ;
3. Procède à des opérations d'échantillonnage biologique dans le cadre de programmes scientifiques;
4. Fait le relevé des engins de pêche utilisés et prend des photos des activités;
5. Collecte les données de captures relatives à la zone de pêche pendant sa présence à bord;
6. Prend toutes les dispositions appropriées pour que les conditions de son embarquement ainsi que sa présence à bord du navire n'interrompent ni entravent les opérations de pêche ;
7. Respecte les biens et équipements qui se trouvent à bord, ainsi que la confidentialité de tous documents appartenant audit navire;
8. Rédige un rapport de marée qui est transmis au Centre de Surveillance des Pêches de Madagascar.

A cet effet, l'armateur ou le capitaine du bateau de pêche doit

1. permettre à l'observateur de monter à bord du bateau pour y exercer ses fonctions et de rester à bord du bateau pendant la période précisée dans la demande ;
2. fournir une aire de travail appropriée qui comporte une table et dont l'éclairage est suffisant ;
3. fournir les renseignements qu'il possède sur les activités de pêche dans la zone de pêche malgache ;
4. donner la position du bateau (longitude et latitude);
5. envoyer et recevoir ou permettre d'envoyer et de recevoir des messages au moyen du matériel de communication se trouvant à bord du bateau;
6. donner accès à toutes les parties du bateau où se déroulent les activités de pêche, de transformation et d'entreposage ;
7. permettre de prélever des échantillons ;
8. fournir des installations d'entreposage convenables pour ses échantillons, sans porter préjudice aux capacités de stockage du navire;
9. prêter assistance pour examiner et mesurer des engins de pêche à bord du bateau ;
10. permettre d'emporter les échantillons et les documents obtenus pendant son séjour à bord ;
11. lorsque l'observateur reste à bord du bateau pendant plus de quatre heures consécutives, lui assurer le gîte et les vivres, le traitant à cet égard au même titre que les officiers du bateau.

APPENDICE 5
GRILLE DE REDEVANCES

TONNEAU DE JAUGE BRUT (TJB)	REDEVANCES MENSUELLES EN DOLLARS PAR TYPE DE THONIER	
	THONIERS SENNEURS	THONIERS PALANGRIERS ET LIGNEURS/CANNEURS
Inférieur à 100	3000	2000
100 à 199	3000	2500
200 à 299	4000	3000
300 à 399	4000	4000
400 à 499	4250	4000
500 à 599	4250	4000
600 à 699	4250	4000
700 à 799	4250	4250
800 à 899	4500	4250
900 à 999	4500	4250
1000 à 1199	4500	4500
1200 à 1299	4800	4500
1300 à 1399	4800	4500
1400 à 1499	4800	4500
Supérieur à 1500	5000	4500

Nom du navire:	Tonnage de jauge brute:	DEPART du navire	Mois	Jour	Année	Port
Pays du pavillon:	Capacité (TM):					
Numéro d'immatriculation:	Capitaine:					
Armateur:	Nombre de membres d'équipage:					
Adresse:	Date du Rapport:	PETOUR du navire				
	(Auteur du rapport):	Nombre de jours en mer:	Nombre de jours de pêche:			No de la sortie de pêche:
			Nombre de lancers:			

[illegible]

Remarques

- | | | | | | |
|-----|--|-----|---|-----|---|
| 1 - | Utilisez un feuillet par mois et une ligne par jour. | 3 - | Par <Jour>, on entend le jour de mise en place de lapangre. | 5 - | La dernière ligne(Quantités débarquées) ne doit être complétée qu'à la fin de la sortie de pêche. Il faut indiquer le poids réel au moment du débarquement. |
| 2 - | Au terme de chaque sortie, transmettez une copie du journal à votre correspondant ou à la CICTA, Calle Corazon de Maria, 8, 28002 Madrid, Espagne. | 4 - | Le secteur de pêche désigne la position du navire, Arrondissez les minutes et notez le degré de latitude et de longitude. Veuillez à indiquer N/S et E/O. | 6 - | Toutes les informations ci-incluses resteront strictement confidentielles. |

[Handwritten signature]

APPENDICE 7

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ELEVAGE

SECRETARIAT D'ETAT A LA PÊCHE
ET AUX RESSOURCES HALIEUTIQUES

Arrêté N°1613/2002 portant adoption d'un système de suivi satellitaire à bord de tout navire opérant dans le secteur de la Pêche

Le Secrétaire d'Etat chargé de la Pêche et des Ressources Halieutiques,

- Vu la Constitution,
- Vu la Loi n°85-013 du 11 Décembre 1985 fixant les limites des zones maritimes (mer territoriale, plateau continental et Zone Economique Exclusive),
- Vu la loi No 99-029 du 03 Février 1999 portant refonte du Code Maritime,
- Vu l'Ordonnance N°93-022 du 04 Mai 1993 portant réglementation de la Pêche et de l'Aquaculture,
- Vu le Décret N°94/112 du 18 Février 1994 portant organisation générale des activités de pêche maritime,
- Vu le Décret N°2002/450 du 16 Mai 2002 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
- Vu le Décret N°2002/451 du 18 Mai 2002 et No 2002/496 du 02-07-02 portant nomination des membres du Gouvernement,
- Vu le Décret N°2002/412 du 06 Juin 2002 fixant les attributions du Secrétariat d'Etat à la pêche et aux Ressources Halieutiques, ainsi que l'organisation générale de son Département
- Vu l'arrêté N°13277/2000 du 01 Décembre 2000 portant réorganisation du Centre de Surveillance des Pêches,

ARRETE :

Article premier :

Tout navire opérant dans les eaux maritimes sous juridiction malagasy à des fins de recherche de prospection ou de pêche, de quelque ressource que ce soit, doit être équipé d'une balise satellitaire de positionnement, plus précisément Argos ou Inmarsat-C dont la forme et les modalités de transmission de données sont définies en annexe laquelle constitue partie intégrante du présent arrêté.

De ce fait, la délivrance de toute autorisation dans le cadre du secteur Pêche sera conditionnée par l'existence au préalable d'une balise satellitaire de positionnement fonctionnelle à bord du navire.

Article 2 :

Le non respect des dispositions énumérées respectivement dans l'article 1^{er} et l'annexe du présent arrêté par les bateaux autorisés à opérer dans les eaux sous juridiction malagasy constitue une infraction vis à vis de la réglementation en vigueur et sera poursuivi et réprimé suivant les dispositions des titres VI et VII de l'ordonnance 93.022 du 04.05.93 ainsi que les dispositions qui pourront être prises en vue de l'amélioration du système de surveillance dans le cadre de la gestion des pêcheries, telles que le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation délivrée.

Article 3 :

En raison de l'urgence et conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Ordonnance N°62.041 du 19 Septembre 1962 relative aux dispositions générales de droit interne et de droit international privé, le présent arrêté entre immédiatement en vigueur dès qu'il aura reçu une publicité suffisante, notamment par émission radiodiffusée ou affichage indépendamment de son insertion au Journal Officiel de la République de Madagascar.

Antananarivo, le 31 Juillet 2002.

Signé : Le Contre-Amiral RARISON RAMAROSON Hippolyte
Secrétaire d'Etat chargé de la Pêche et
des Ressources Halieutiques

Annexe I: Accord supplémentaire acquis à l'occasion de la signature du Nouveau Protocole d'Accord régissant la pêche au thon à la palangre entre l'Association Japonaise des Coopératives de Pêche au thon (la Japan Tuna) et le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de Madagascar (le MAEP)

Rappelant que la Japan Tuna et le MAEP ont tenu jusqu'à maintenant plusieurs consultations sincères et sérieuses dans le but de conclure un nouveau Protocole d'Accord d'une pêche commerciale qui permettent aux navires palangriers thoniers du Japon d'effectuer des opérations de pêche au thon à la palangre dans la ZEE malgache ;

Prenant en compte les difficultés exprimées par la Japan Tuna concernant l'embarquement d'un observateur malgache ainsi que l'emploi de marins malgaches à bord des navires palangriers thoniers japonais, compte tenu des spécificités et des particularités de leurs opérations de pêche, le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche a pris une décision relative aux difficultés sus-mentionnées afin de permettre la signature du Nouveau Protocole d'Accord de Pêche

Le MAEP et la Japan Tuna se sont convenus de ce qui suit :

1. les palangriers japonais autorisés dans le cadre du Protocole d'Accord seront exemptés, pendant quelques temps, de l'obligation d'embarquer des marins malgaches ainsi que de celle d'accueillir un observateur à bord.
2. A titre de compensation de ces mesures d'exemption, la Japan Tuna s'engage à payer une contribution financière destinée au développement de la petite pêche artisanale et dont le montant sera calculé à raison de 1.000 (mille) USD (dollars américains) par navire japonais opérant dans la ZEE malgache. Cette compensation doit être versée au compte étranger n°021084872 FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK, 33 Liberty Street, New York 100.45.
3. Quant aux autres conditions détaillées de la pêche autorisée, les deux parties se baseront sur les clauses du Protocole d'Accord de Pêche et ses Appendices.

Fait à Tokyo, le 3 octobre 2008



M. ISHIKAWA Masahiro
Président de la Japan Tuna



M. RAMANOELINA Panja Armand R.
Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage
et de la Pêche

Annexe II: Conditions Spécifiques Opérationnelles relatives au VMS pour les bateaux de pêche appartenant à l'Association Japonaise des Coopératives de Pêche au thon (la Japan Tuna) et opérant dans le cadre du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de Madagascar (le MAEP)

1. Pour l'objectif du suivi des bateaux de pêche par le VMS, les autorités concernées de Madagascar et la Japan Tuna acceptent mutuellement que Inmarsat C ou Argos du type approuvé par le Gouvernement de Madagascar soit installé/opéré à bord des navires de pêche japonais.
2. Un navire muni d'une licence doit informer, au moment de demander la licence, les autorités malgaches concernées des renseignements nécessaires pour le suivi tel qu'il est requis par les autorités malgaches concernées. En outre, au moment de la réception de la licence, les deux parties confirmeront la conformité à la norme de sa situation opérationnelle avant que la pêche soit finalement autorisée.
3. Ces réglementations concernant l'opération d'Inmarsat C ou d'Argos ne s'appliquent pas à tout bateau de pêche japonais y compris ceux qui sont autorisés à pêcher dans la ZEE malgache, lorsqu'ils effectuent une navigation inoffensive ou transitaire pour entrer au port en cas d'urgence ou dans le but d'un simple ravitaillement. Toutefois, même dans ce cas, la notification requise de l'intention d'entrer ou de sortir à /de la zone se fait obligatoirement en conformité avec la forme spécifiée séparément.
4. Les navires japonais qui sont autorisés à pêcher dans la ZEE malgache doivent notifier par moyen de facsimilé ou e-mail sur leur intention d'y entrer au moins 24 heures à l'avance de son entrée effective dans cette zone et doivent mettre en marche la balise Inmarsat C ou celle d'Argos six (6) heures avant son entrée, et doivent le tenir en état de marche pendant qu'ils restent dans la ZEE malgache.

En outre, lorsqu'un bateau de pêche opérant spécialement dans le détroit de Mozambique est autorisé à pêcher dans la ZEE malgache, il doit tenir en état de marche l'Inmarsat C ou l'Argos à partir du moment de son entrée dans la ZEE malgache jusqu'au moment de sa sortie de la même zone.

Dans ce cas-là, la notification d'entrée ou de sortie ne sera pas exigée sauf lorsqu'ils effectuent leur première et la dernière entrée et sortie. Ainsi, les navires autorisés qui ont l'intention de pêcher doivent tenir en état de marche leur Inmarsat C ou leur Argos même pendant qu'ils restent au port.

5. Par ailleurs, au cas où se produirait un problème technique tel que la défaillance d'une pièce dans l'équipement d'Inmarsat C ou Argos, pendant qu'un navire de pêche autorisé à pêcher dans la ZEE malgache est obligé d'utiliser Inmarsat C ou Argos durant ses opérations de pêche, une telle défaillance doit être immédiatement notifiée aux autorités malgaches concernées par l'intermédiaire de la Japan Tuna ou son consignataire (Moritani et Co., Ltd.). Le navire de pêche dans ce cas doit s'efforcer autant que possible de remettre en état Inmarsat C ou Argos, en réparant la panne ou en remplaçant la pièce défectueuse dans un délai de trente (30) jours.

Pendant cette période de réparation, comme mesure alternative, le navire doit notifier chaque jour sa position trois fois par jour à 06:00, 12:00 et 18:00 heure de Greenwich, directement du navire aux autorités chargées du contrôle, par moyen de facsimilé ou e-mail. Si le VMS de ce navire n'est pas recouvert d'une manière appropriée, aucun renouvellement de la licence ne sera accepté ni aucune réentrée pour la pêche ne sera autorisée.

6. Au cas où les autorités malgaches concernées auraient confirmé une non-réception ou non-arrivée de la notification de la position en provenance de l'Inmarsat C ou de l'Argos d'un navire de pêche autorisé à pêcher dans la ZEE malgache, et afin d'éviter tout problème futile de communication, les autorités concernées doivent d'abord informer la Japan Tuna ou son consignataire (Moritani et Co.,Ltd.) de cette non-réception ou non-arrivée et demander des éclaircissements de la cause possible.

La Japan Tuna ou son consignataire (Moritani et Co.,Ltd.) doit informer sans aucun retard l'armateur du navire de pêche concerné de cette situation, enquêter la cause et donner une réponse aux autorités malgaches concernées aussi tôt que possible.

7. Sauf les cas où l'armateur ou le navire concerné l'autoriserait, les autorités malgaches concernées et la Japan Tuna ne pourront en aucun cas utiliser ni communiquer à d'autres parties toutes les données obtenues à travers Inmarsat C ou Argos, pour tous autres objectifs que ceux définis dans le présent Protocole.

8. Si, au cours de l'application du présent Protocole, se produisent de sérieux problèmes, une solution à l'amiable doit être poursuivie autant que possible, compte tenu des relations amicales de longue date entre les deux pays ainsi que d'un point de vue humanitaire, et ce à travers les négociations entre les deux parties avec une médiation de l'Ambassade du Japon à Madagascar ou de la Japan Tuna.